

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 20-23 février 2006

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE 10488.0

Aide au redressement pour les groupes vulnérables en République populaire démocratique de Corée

Nombre de bénéficiaires	1,9 million
Durée du projet	2 ans (1er avril 2006–31 mars 2008)
Quantité de produits fournis par le PAM	150 000 tonnes
Coût (dollars E.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	70 958 630
Coût total pour le PAM	102 234 252

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2006/8/3
3 février 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB: M. A. Banbury tél.: 066513-2505

Attachée de liaison principale, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RÉSUMÉ

La République populaire démocratique de Corée connaît toujours des pénuries alimentaires résultant de conditions agricoles défavorables, d'une dégradation économique générale, de problèmes environnementaux et de catastrophes naturelles. Globalement, la sécurité alimentaire s'est progressivement améliorée depuis la famine des années 90, mais le pays dépend toujours de l'aide extérieure pour faire face aux besoins de ses 23 millions d'habitants. Le PAM estime que le déficit vivrier sera de 150 000 à 350 000 tonnes pour la période 2005-2006, malgré l'augmentation de la production agricole et une importante aide bilatérale.

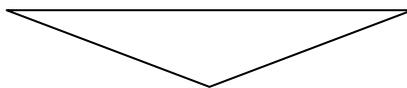
Les principales victimes des pénuries alimentaires —essentiellement les citoyens dans les régions où l'activité industrielle est faible— sont celles qui dépendent des systèmes de distribution publics pour leur approvisionnement en céréales. Après des années de rationnement sévère, les rations ont été portées en octobre 2005 à 500 grammes par personne et par jour. Toutefois, les résultats sont inégaux, si l'on en croit le suivi de la mise en œuvre de la nouvelle politique effectuée par le PAM. Les rations distribuées ont été inégales en raison de diverses difficultés liées aux différences régionales: régions à excédent ou au contraire à déficit vivrier et régions faciles d'accès et régions reculées.

Malgré des améliorations, les taux de malnutrition restent élevés si l'on se réfère aux normes de l'Organisation mondiale de la santé. L'évaluation nutritionnelle nationale conduite en octobre 2004 par le Gouvernement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le PAM a montré que 37 pour cent des enfants de moins de six ans présentaient un retard de croissance, 23 pour cent une insuffisance pondérale et 7 pour cent des signes d'émaciation. Un tiers des mères d'enfants en bas âge souffraient de malnutrition et d'anémie. Le manque de variété de l'alimentation et l'insuffisance de protéines, de matières grasses, de sels minéraux et de vitamines donnent à penser qu'il reste nécessaire de fournir des aliments enrichis en micronutriments aux groupes vulnérables comme les femmes et les enfants.

En août 2005, le Gouvernement a annoncé son désir de mettre fin à l'aide humanitaire internationale et a demandé au PAM de passer à des activités de développement. Le Programme avait précédemment exécuté une série d'opérations d'urgence ciblant les jeunes enfants en institutions, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les populations urbaines au profit desquels étaient organisées des activités vivres-contre-travail, des opérations d'alimentation scolaire et la production locale de denrées alimentaires. La présente intervention prolongée de secours et de redressement qui fait appel à l'expérience acquise dans le cadre des opérations d'urgence précitées vise à appuyer transitoirement la stratégie de redressement du Gouvernement et à promouvoir la sécurité alimentaire à long terme; 150 000 tonnes de produits alimentaires estimées à 102,2 millions de dollars E.-U. seront fournies à 1,9 million de bénéficiaires à travers des activités visant essentiellement à améliorer la situation nutritionnelle par des programmes de santé maternelle et infantile et par la production locale de denrées alimentaires, à développer l'éducation par l'alimentation scolaire et à créer des actifs à la faveur de projets Vivres pour le développement communautaire.



PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'IPSR République démocratique de Corée 10488.0 "Aide au redressement pour les groupes vulnérables en République populaire démocratique de Corée" (WFP/EB.1/2006/8/3).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIOS

Le contexte général

1. La reconstruction de la République populaire démocratique de Corée après 1953 a doté le pays d'une base industrielle et amené 60 pour cent de la population à travailler dans des secteurs non agricoles. Des mesures ont été prises pour améliorer les conditions économiques et sociales mais, à la fin des années 80 et au début des années 90, plusieurs facteurs ont stoppé cette évolution: l'interruption des arrangements économiques avantageux avec l'Union soviétique, l'exigence imposée par la Fédération de Russie et la Chine d'effectuer les paiements en monnaies convertibles et le désengagement des anciens alliés.
2. Une série de catastrophes naturelles en 1995 et en 1996, des problèmes écologiques et le déclin du secteur agricole font que la République populaire démocratique de Corée est incapable de faire face aux besoins alimentaires de base de la population. D'importantes quantités d'aide alimentaire et d'aide humanitaire ont été livrées, mais si l'on veut améliorer la production vivrière et la disponibilité alimentaire, il faut inverser la tendance au déclin observée dans les domaines de la production économique et de la sécurité alimentaire. Une utilisation non durable de la terre comme le déboisement sur une grande échelle et la pratique de cultures sur des terrains en pente a conduit à l'érosion des sols et à la diminution de la productivité agricole sur les terres arables limitées du pays.
3. Les secteurs des transports, de l'exploitation minière et de l'agriculture sont parmi ceux qui souffrent d'un grave déclin à moyen terme: la production de charbon est retombée aux niveaux de la fin des années 70 et la production d'électricité est inférieure à ce qu'elle était au début des années 80. Malgré quelques améliorations récentes, il reste difficile d'entretenir les infrastructures publiques, notamment les routes, les réseaux de distribution d'électricité et d'eau et les équipements d'assainissement. Les hôpitaux manquent de médicaments, de combustible de chauffage, de matériel et de nourriture pour les patients. Le secteur agricole manque de semences de qualité, d'engrais, de carburant et de pièces détachées.
4. En zone urbaine, les travailleurs ont été sévèrement frappés par les difficultés économiques du pays. Beaucoup d'usines ont réduit leurs objectifs de production ou ont cessé de fonctionner, laissant les travailleurs avec un revenu réduit, ou sans revenu du tout. Dans les périodes de soudure, les établissements d'enseignement enregistrent une baisse de fréquentation du fait que de nombreuses familles se rendent pour des périodes prolongées chez des parents vivant à la campagne où il est plus facile d'avoir accès aux vivres.
5. Les systèmes de distribution publics ont été relancés en octobre 2005 et devaient fournir une ration moyenne de 500 grammes de céréales par personne et par jour —soit le double de celle de 2004 qui était de 200 à 250 grammes, et représentant environ 50 pour cent des besoins quotidiens. Or des difficultés logistiques, administratives et autres ont empêché d'atteindre cet objectif dans de nombreux comtés; les pénuries et l'insécurité alimentaire des ménages devraient perdurer.

La sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle

⇒ *Agriculture et sécurité alimentaire*

6. Depuis dix ans, le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) effectuent conjointement des missions d'évaluation des récoltes et des



disponibilités alimentaires. En 2005, le Gouvernement a refusé une telle mission et le PAM a cherché à réunir des informations sur la situation alimentaire nationale à partir de différentes sources, parmi lesquelles ses propres opérations de surveillance sur le terrain.

7. La production céréalière pour la période allant de novembre 2005 à octobre 2006 est estimée à 4,2 millions de tonnes par le Ministère de l'agriculture des États-Unis et à 4,5 millions de tonnes par la FAO. Le PAM et la FAO estiment les besoins à 5,3 millions de tonnes, compte tenu des pertes après récolte, des utilisations industrielles et des utilisations fourragères; la République de Corée estime les besoins alimentaires à 6 millions de tonnes. Au titre de l'aide bilatérale pour la période novembre 2005 – octobre 2006, le pays devrait recevoir 750 000 tonnes en provenance principalement de la République de Corée et de Chine. Le PAM, qui estime actuellement que le pays sera confronté à un déficit de 150 000 à 300 000 tonnes, continuera de s'employer avec le Gouvernement et d'autres sources à obtenir des chiffres plus exacts une fois que les produits de la récolte de 2005 auront été finalisés.
8. Une analyse de la sécurité alimentaire des ménages effectuée par le PAM en 2004 a confirmé que les ménages dépendant des systèmes de distribution publics seraient plus exposés à l'insécurité alimentaire que les membres des fermes coopératives. Mais dans les systèmes de distribution publics eux-mêmes des différences régionales marquées existent: les habitants des régions rurales ont davantage accès aux jardins potagers et aux animaux que les citadins. D'autres facteurs influent sur la sécurité alimentaire tels que l'âge, la profession, l'accès à des terres productives et l'aptitude à développer des moyens de subsistance.
9. La récente restauration des systèmes de distribution publics améliore l'accès des ménages aux produits alimentaires, mais les retards et les insuffisances des distributions donnent à penser que des déficits vivriers persisteront au niveau des ménages, notamment dans les zones reculées, dans certaines villes et dans des régions à faible production agricole. Les habitants de ces régions s'efforceront comme par le passé de combler les lacunes par des achats sur le marché, la recherche de fourrage, la production personnelle et l'aide de parents. Le PAM estime que malgré ces efforts, les groupes les plus vulnérables resteront confrontés à des pénuries alimentaires importantes.

⇒ *Nutrition*

10. Les taux de malnutrition chez les enfants —un chiffre inquiétant de 62 pour cent au milieu des années 90— se sont stabilisés. Environ 23 pour cent d'enfants souffraient d'insuffisance pondérale en 2004. La malnutrition maternelle a été abaissée à environ un tiers de ce qu'elle était, mais ces dernières années les progrès ont été négligeables. Si les années marquées par des taux de malnutrition très élevés semblent révolues, la situation présente n'en reste pas moins critique et exige des interventions complémentaires.
11. L'évaluation nutritionnelle nationale de 2004 a fait apparaître des tendances régionales, les habitants du nord étant plus exposés à l'insécurité alimentaire que ceux de sud, et les habitants des régions montagneuses reculées, plus menacés que ceux des plaines.
12. Le régime alimentaire de la population est généralement médiocre, surtout en hiver quand l'accès aux fruits et aux légumes est limité. Le PAM a été la principale source d'huile pour les familles les plus vulnérables. Les sources de protéines sont souvent de qualité médiocre, et leur disponibilité est limitée.



⇒ *Scénarios*

13. La stratégie et le budget de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10488.0 sont établis sur la base d'un scénario prévoyant le maintien de l'aide bilatérale aux niveaux prévus, la poursuite des tendances actuelles de la production agricole et des conditions météorologiques moyennes. Si des inondations ou des sécheresses se produisent comparables à celles des années 90, les évaluations des besoins d'urgence pourraient entraîner le passage de l'atténuation des effets des catastrophes à l'intervention d'urgence, avec possibilité d'augmentation budgétaire.
14. Si le niveau d'aide alimentaire bilatérale promis ne se matérialise pas, ou si les systèmes de distribution publics sont inefficaces, le PAM pourrait mener une évaluation des besoins susceptible de déboucher sur une augmentation des ressources nécessaires. En revanche, si le niveau de l'aide économique augmente dans des proportions importantes, l'IPSR serait réorientée sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et une stratégie de retrait accélérée serait prévue.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET D'AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

15. Le Gouvernement s'emploie à tous les échelons à restaurer les systèmes de distribution publics annoncés en octobre 2005: il maintient une importante infrastructure de stockage et de distribution dans tout le pays et dispose de personnel qualifié pour assurer les distributions alimentaires. Toutefois, le manque de carburant et de moyens de transport, la médiocrité de l'infrastructure et les faiblesses administratives peuvent compromettre la mise en œuvre de cette nouvelle politique.
16. Le Gouvernement a déclaré que l'année 2005 était "l'année de l'agriculture" et a centré ses efforts sur l'amélioration de la production vivrière. Les chiffres préliminaires fournis par le Gouvernement et par d'autres sources montrent que la production céréalière de 2005 a été supérieure à celle de l'une quelconque des dix dernières années, bien qu'elle reste loin de répondre aux besoins du pays.
17. Les principaux acteurs extérieurs sont la République de Corée et la Chine, qui ont programmé et commencé la distribution des céréales fournies à la République populaire démocratique de Corée pour une année à titre de dons sur une base bilatérale et de prêts à des conditions préférentielles. Pour 2006, la République de Corée devrait maintenir les dons au moins au niveau de 2005, soit environ 500 000 tonnes; la Chine maintiendra probablement le régime préférentiel d'échanges au niveau d'environ 250 000 tonnes de céréales.
18. L'aide fournie par le Ministère de l'unification de la République de Corée a été en moyenne de l'ordre de 550 millions de dollars au cours des quatre dernière années et devrait augmenter notablement en 2006, principalement sous la forme de produits alimentaires, d'engrais, d'appui au développement agricole, d'industries légères et de liaisons routières et ferroviaires. Le commerce avec la Chine a beaucoup augmenté en 2005, atteignant environ 1,5 milliard de dollars; une partie des importations d'une valeur d'environ 1 milliard de dollars en provenance de Chine est faite à des conditions très favorables; il s'agit principalement de carburant, de céréales, de viande et de machines.



Coordination

19. Le PAM appuiera la stratégie voulue par le Gouvernement selon laquelle l'aide humanitaire cédera la place à des activités de développement. Il coordonnera toutes les activités de l'IPSR avec le Comité national de coordination et avec l'équipe interorganisations des Nations Unies. Les partenaires seront le Ministère de l'agriculture pour l'activité Vivres pour le développement communautaire, le Ministère de la santé et l'UNICEF pour la santé maternelle et infantile (SMI), le Ministère de l'éducation et l'UNICEF pour l'alimentation scolaire.
20. Le mécanisme central de collaboration sera la réunion interorganisations hebdomadaire présidée par le coordonnateur résident. Plusieurs sous-comités échangent régulièrement des informations et coordonnent les activités en matière d'aide alimentaire, de santé et d'agriculture. Les consultations avec ces organismes et les organisations non gouvernementales (ONG) travaillant dans les mêmes pays permettront au PAM de mieux saisir l'impact et l'importance des activités auxiliaires de l'IPSR.
21. Le PAM participera au Bilan commun de pays (BCP)/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) de l'équipe de pays des Nations Unies, et cherchera à poursuivre la collaboration avec la FAO dans les missions d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires, ainsi qu'avec l'UNICEF pour la nutrition. Il harmonisera son programme avec ceux d'autres organismes des Nations Unies et essaiera de travailler dans les mêmes comtés que le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin d'unifier les approches de la programmation; enfin, il cherchera à établir des partenariats avec des organisations d'aide bilatérale et des ONG pour appuyer notamment des projets de génération de revenus et d'amélioration des moyens de subsistance.

OBJECTIFS DE L'AIDE DU PAM

22. L'IPSR 10488.0 a pour but de fournir une aide transitoire à l'appui de la stratégie de redressement et de sécurité alimentaire durable du Gouvernement. Les objectifs (voir annexe III) sont les suivants:
 - appuyer les efforts du Gouvernement pour améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle des groupes les plus vulnérables, notamment les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes par des programmes de SMI, d'alimentation scolaire et la production locale de denrées alimentaires, ce qui va dans le sens de l'objectif stratégique 3 du PAM;
 - appuyer les efforts du Gouvernement pour assurer la sécurité alimentaire à long terme par la création de moyens de subsistance durables et par des initiatives communautaires ainsi que par la création d'avoirs dans le cadre de l'activité Vivres pour le développement communautaire, ce qui va dans le sens de l'objectif stratégique 2; et
 - appuyer la stratégie adoptée par le Gouvernement en faveur de la sécurité alimentaire à long terme en renforçant les capacités locales de production de denrées alimentaires et en donnant aux régions les moyens d'établir et de gérer des programmes d'aide alimentaire et de lutte contre la faim par la production d'aliments locaux, ce qui va dans le sens de l'objectif stratégique 5.



STRATÉGIE PROPOSÉE PAR LE PAM

Nature et efficacité de l'aide en matière de sécurité alimentaire à ce jour

23. Au cours des dix dernières années, le PAM a fourni à la République populaire démocratique de Corée une aide estimée à 1,7 milliard de dollars; en moyenne, ses opérations ont atteint 6,5 millions de personnes chaque année; 4,5 millions de tonnes d'aliments ont été demandées pour des opérations d'urgence successives, dont 3,9 millions de tonnes ont été fournies. Les opérations visaient essentiellement à améliorer l'état nutritionnel des mères et des enfants. Le PAM a réussi à mettre en place une capacité locale de production de denrées alimentaires en aidant 19 fabriques, grâce auxquelles tous les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes —environ 3 millions de bénéficiaires par an— devraient à un moment ou à un autre recevoir des aliments enrichis.

Grandes lignes de la stratégie

24. L'IPSR d'une durée de deux ans permettra au PAM de s'appuyer sur des programmes de développement qui ont fait leurs preuves, notamment la production alimentaire locale et l'activité vivres-contre-travail (VCT). En partenariat avec des organisations comme le FIDA, le PAM cherchera aussi à introduire des activités pilotes à petite échelle comme la création d'avoins, la vulgarisation agricole et l'agrosylviculture. Il sera important de déterminer les activités qui marchent et celles qui ne marchent pas et d'évaluer les enseignements à en retirer; des bilans réguliers des programmes du PAM seront essentiels pour décider de l'extension des activités dans le cadre d'une éventuelle IPSR ou d'un éventuel programme de développement.
25. L'IPSR 10488.0, qui s'appuiera sur les nombreuses réalisations des opérations d'urgence, cherchera à promouvoir différents éléments en fonction des contraintes opérationnelles:
- préférence donnée aux activités tendant à faire progresser la gestion des ressources naturelles et l'accès des coopératives aux ressources naturelles, y compris aux activités visant à atténuer les effets des catastrophes et à assurer la préparation à celles-ci;
 - engagement à long terme en faveur des populations et des secteurs ayant besoin d'aide;
 - nécessité de centrer l'opération sur des zones géographiques ou en faveur de bénéficiaires selon les types de projet choisis;
 - attention plus grande portée aux problèmes connexes de santé, de nutrition et de soins de santé;
 - renforcement des activités en faveur des femmes, y compris les activités génératrices de revenus et de moyens de subsistance; et
 - renforcement de la collaboration avec les ministères au niveau local, et recours à une assistance technique extérieure à l'appui de la conception et de l'examen des activités prévues.
26. Le PAM cherchera à intégrer ses activités aux activités des ministères et d'autres organismes dans les comtés les plus vulnérables, en ce qui concerne notamment l'alimentation scolaire et l'activité Vivres pour le développement communautaire. Jusqu'à présent, il n'a pas travaillé avec des ministères techniques, et la collaboration avec les Nations Unies et d'autres partenaires a été réduite à un minimum. L'IPSR 10488.0 fera davantage appel à du personnel national qualifié, du fait que le personnel international sera très réduit par rapport à 2005.



Vivres pour le développement communautaire

27. Cette composante a joué un rôle important dans les quatre dernières opérations d'urgence, où elle portait principalement sur des activités sectorielles à petite échelle, comme la construction de routes, de canaux d'irrigation et de maisons et des projets de plantation d'arbres, de digues et d'amélioration des installations d'adduction d'eau et d'assainissement. Jusqu'à présent, les projets étaient indépendants les uns des autres. Dans le cadre de l'IPSR 10488.0, les activités seront élargies à l'activité vivres pour la formation (VPF) et, quand ce sera possible, les projets seront intégrés aux programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire rurale soutenus par le FIDA.
28. Pour bien marquer le passage d'un programme d'aide humanitaire à un programme de redressement, les comtés seront impliqués dans la phase de planification. Le PAM travaillera avec le Ministère de l'agriculture à l'établissement de plans d'un ou deux ans; certains comtés recevront une aide pour établir des propositions de projet. Le choix des projets fera appel à la participation des agriculteurs des coopératives, des ouvriers des usines et des femmes, qui joueront un rôle important. Dans les secteurs où le chômage est répandu, le PAM cherchera à travailler directement avec les principales industries et les comtés d'entreprise afin de mettre en œuvre des projets pendant les saisons durant lesquelles le travail dans les usines ne génère pas de revenus suffisants.

Production alimentaire locale

29. Le PAM appuiera la production locale de lait de maïs-soja, de mélange céréales-lait, de mélange lait-riz et de biscuits destinés aux plus vulnérables dans le cadre des opérations SMI et de l'alimentation scolaire. La production alimentaire locale fournit d'importantes possibilités d'emploi, en particulier aux femmes, qui représentent traditionnellement plus de 80 pour cent de la main-d'œuvre. Seules 10 des 19 fabriques appuyées dans le cadre de l'opération d'urgence continueront de fonctionner dans le cadre de l'IPSR: trois fabriques de lait de maïs-soja, trois fabriques de mélange céréales-lait, trois fabriques de biscuits et la fabrique de mélange riz-lait de Pyongyang. La composition restera inchangée sauf pour les biscuits destinés aux enfants des écoles primaires, qui seront enrichis dans le cadre de l'IPSR.
30. La production alimentaire locale se poursuivra en partenariat avec l'UNICEF et le Gouvernement. Le PAM continue de superviser la gestion générale du programme et fournit les produits alimentaires ainsi que les fonds nécessaires pour l'équipement, les matériaux d'emballage et les pièces détachées. Le prémélange des micronutriments utilisés pour l'enrichissement des aliments locaux produits sera fourni par l'UNICEF et le PAM; le Gouvernement assurera la bonne marche des fabriques, emploiera les ouvriers, fournira l'électricité, assurera l'entretien et, dans certains cas, le transport des produits aux institutions bénéficiaires.

Santé maternelle et infantile et nutrition

31. Le PAM se fixera pour but d'améliorer la santé et l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables en fournissant, en collaboration avec le Ministère de la santé, une alimentation complémentaire aux enfants en bas âge, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. L'activité complétera les mesures de l'UNICEF: supplémentation de lait thérapeutique, micronutriments et distribution de comprimés vermifuges aux femmes et aux enfants.



32. Les rations fournies aux pouponnières et aux jardins d'enfants appuieront le Programme d'action nationale du Gouvernement en faveur du bien-être des enfants pour 2001–2010, qui vise à renforcer la capacité du personnel soignant et des enseignants des jardins d'enfants à améliorer la gestion des aspects nutritionnels et hygiéniques et à affecter des travailleurs médicaux aux établissements préscolaires.

Alimentation scolaire

33. Il a été noté au cours de l'exécution de cette activité dans le cadre de l'opération d'urgence que les biscuits fournis aidaient à améliorer l'assiduité des enfants et leur capacité de concentration, en particulier dans les comtés vulnérables. Au lieu d'assurer la couverture systématique de tous les comtés accessibles comme le faisait l'opération d'urgence de 2005, l'IPSR couvrira seulement les écoliers du primaire dans les comtés les plus vulnérables; l'enrichissement des biscuits aidera à combler les carences en micronutriments. Les rations seront consommées par les enfants pendant les heures d'école.

Logistique

34. Le PAM assurera le transport international par mer et par rail des produits destinés à la République populaire démocratique de Corée. Les produits arrivant en vrac seront mis en sacs par les entreprises internationales sous contrat avec le PAM.
35. Le Gouvernement continuera de prendre livraison des produits contenus dans les soutes des bateaux et les wagons de chemin de fer et se chargera du transport intérieur, de l'entreposage et de la manutention (TIEM). Le PAM remboursera une partie des coûts de transport à un tarif fixé à 8 dollars la tonne, à titre essentiellement de subvention pour le carburant, dans le cadre du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM). Les paiements seront effectués contre présentation d'un connaissance accompagnant la livraison des produits du PAM à partir du port d'entrée dans le pays; ce système permettra au PAM de réunir des informations sur les arrivées effectives aux points d'entrée et sur le transport dans le pays et de faire rapport sur les livraisons au niveau des comtés.
36. Le solde de 7 dollars ira au stockage, aux fumigations, aux investissements portuaires et à la mise en œuvre du système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) —par exemple formation, voyages et achat d'ordinateurs.

Stratégie de retrait

37. Le Gouvernement continuera de mettre en œuvre des mesures en vue de restaurer la sécurité alimentaire, mais dans l'intervalle il aura besoin d'importations commerciales et d'aide. Le PAM équilibrera besoins immédiats et développement à long terme afin d'appuyer les efforts du Gouvernement. Selon les circonstances, il envisage une réduction progressive de la quantité de l'aide alimentaire et un retrait au bout de cinq à dix ans.



BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

38. L'IPSR 10488.0 doit fournir 75 000 tonnes d'aliments chaque année i) aux régions de la République populaire démocratique de Corée dans lesquelles l'aide alimentaire bilatérale n'est pas suffisante et ii) aux régions exposées à des catastrophes naturelles dans lesquelles la production alimentaire est limitée et où prédominent des terres montagneuses. On a pu identifier cinquante comtés d'accès facile où le PAM pourrait appuyer intensivement des activités Vivres pour le développement communautaire et exécuter des programmes d'alimentation scolaire.
39. Les populations vulnérables ciblées incluent les citoyens sous-employés, les travailleurs ruraux non agricoles, les habitants de régions isolées et certaines coopératives et institutions souffrant de déficit vivrier. L'aide sera maintenue comme dans l'opération d'urgence aux enfants des orphelinats et aux enfants hospitalisés dans tous les comtés accessibles du pays.
40. Des activités de SMI seront organisées au profit des femmes enceintes et des mères allaitantes ainsi que des enfants des pouponnières et des jardins d'enfants dans tous les comtés, mais seulement dans les *ri* et les *dong*¹ identifiés comme étant vulnérables; cela représentera en moyenne 50 pour cent de la couverture de l'opération d'urgence.
41. Les années passées, le PAM a aidé les personnes âgées et les mères accompagnant des enfants à l'hôpital, mais cela ne sera plus possible étant donné l'échelle réduite de l'opération. Des groupes précédemment ciblés en tant que ménages urbains particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire seront atteints, mais à une échelle réduite, par l'activité Vivres pour le développement communautaire. Ce type d'activité est en augmentation dans les villes; les membres de ménages urbains peuvent aussi participer aux projets exécutés dans des régions rurales proches.

TABLEAU 1: GROUPES DE BÉNÉFICIAIRES			
Type d'activités	Critères de sélection	Bénéficiaires/année	Tonnage/année
Assistance aux groupes particulièrement vulnérables	Tous les comtés accessibles	76 000	2 697
SMI	Tous les comtés accessibles, en ciblant les <i>ri/dongs vulnérables</i>	977 100	50 462
Alimentation scolaire	Comtés ciblés sur la base de la vulnérabilité et de l'accessibilité	424 100	6 362
Vivres pour le développement communautaire	Comtés ciblés sur la base de la vulnérabilité et de l'accessibilité	300 000	12 000
Secours en cas de catastrophe	Victimes de catastrophe naturelle	100 000	1 913
TOTAL		1 877 200	73 434*

* La différence entre les 73 434 tonnes distribuées aux bénéficiaires et les 75 000 tonnes représentant le besoin annuel du projet tient aux pertes de matériel brut importé au cours de la production de mélange riz-lait, de lait de maïs-soja, de mélange céréales-lait et de biscuits à haute teneur énergétique.

¹ Les *ri* et les *dong* sont les plus petites unités administratives de la République populaire démocratique de Corée. Les premiers sont dans les régions rurales, les seconds dans les régions urbaines.



CONSIDÉRATIONS NUTRITIONNELLES ET RATIONS

État nutritionnel des enfants

42. Malgré une nette amélioration de l'état nutritionnel des enfants depuis la première évaluation de 1998, les niveaux de malnutrition restent élevés dans ce groupe et présentent des différences marquées d'une région à l'autre. D'après l'évaluation nutritionnelle nationale de 2004, 37 pour cent des enfants de moins de six ans présentaient un retard de croissance (taille pour l'âge), 23 pour cent une insuffisance pondérale (poids pour l'âge) et 7 pour cent souffraient d'émaciation (poids pour la taille). L'enquête a montré une forte corrélation entre la réduction du retard de croissance et la consommation d'aliments enrichis; dans les ménages consommant des aliments du PAM les taux de malnutrition infantile étaient très inférieurs.
43. Les résultats donnent à penser que, même si les rations alimentaires du PAM aident à réduire la malnutrition chez les enfants, des interventions durables avec distributions d'aliments enrichis en micronutriments sont nécessaires pour maintenir les progrès nutritionnels et réduire davantage la malnutrition dans les groupes ou les régions vulnérables.

État nutritionnel des femmes

44. L'évaluation nutritionnelle nationale de 2004 n'a montré aucun changement de l'état nutritionnel maternel entre 2002 et 2004. Un tiers des mères de jeunes enfants souffraient de malnutrition et 35 pour cent d'anémie, ce qui suggère le besoin d'aliments enrichis en fer. Près de 6 pour cent des femmes enceintes souffraient d'héméralopie (cécité crépusculaire) due à une carence en vitamine A, ce qui constitue un problème de santé publique selon les normes internationales.

Rations

45. Les résultats présentés ci-dessus indiquent qu'il est nécessaire d'améliorer l'état nutritionnel des femmes en âge de procréer. Il est recommandé que les futures interventions soient centrées sur l'enrichissement des aliments, la supplémentation en micronutriments et l'éducation sanitaire des femmes enceintes et des mères allaitantes.
46. Les rations du PAM ne comporteront pas de céréales, à l'exception de celles qui sont fournies aux orphelins et aux enfants hospitalisés, puisque les bénéficiaires reçoivent des rations dans le cadre des systèmes de distribution publics.
47. Le PAM continuera de fournir aux orphelins une ration alimentaire intégrale adaptée à leur âge et comportant des céréales, des légumineuses, de l'huile et des aliments composés enrichis. Étant donné les mauvaises conditions de vie et la fréquence des maladies dans les foyers pour nourrissons et pour enfants, le PAM fournira de quoi assurer 100 pour cent des besoins quotidiens en calories; les élèves en internat recevront la quasi-totalité des apports dont ils ont besoin. Près de 100 pour cent des besoins en micronutriments sont assurés par les aliments enrichis. Des repas sont préparés dans les institutions tout au long de l'année.
48. Pour abaisser les niveaux élevés d'anémie maternelle, le PAM fournira 130 grammes d'aliments composés enrichis aux femmes enceintes et aux mères allaitantes; la ration contiendra 100 grammes de légumineuses complétant les céréales assurées par les systèmes de distribution publics et sera fournie pendant la grossesse et pendant les six premiers mois d'allaitement.



49. Il sera fourni aux enfants des crèches et des jardins d'enfants des légumineuses supplémentaires et des aliments composés afin de couvrir leurs besoins caloriques et leurs carences en micronutriments. Des repas seront préparés dans les établissements. Les enfants des crèches recevront des aliments enrichis 300 jours par an, étant exclus 52 dimanches et 13 jours fériés nationaux; les enfants des jardins d'enfants recevront des aliments 250 jours par an, étant exclus 52 dimanches, 13 jours fériés nationaux et 50 jours de congé en janvier et en août.
50. La plupart des écoles n'ayant pas de moyens de cuisson, les enfants des écoles primaires recevront des biscuits enrichis de fabrication locale 250 jours scolaires par an; la ration journalière sera de 60 grammes, ce qui représente environ 12 pour cent des besoins caloriques, le but étant principalement d'améliorer leur assiduité et leur capacité de concentration.
51. Les services de santé de la République populaire démocratique de Corée comportent des hôpitaux pédiatriques au niveau des provinces et des salles de pédiatrie dans les hôpitaux de comté. Des rations complètes comportant céréales, légumineuses et huile seront fournies aux enfants âgés de 6 mois à 16 ans en traitement dans tous les hôpitaux pédiatriques sur la base d'un taux d'occupation des lits estimé à 70 pour cent, et dans tous les hôpitaux de comté sur la base d'un taux d'occupation de 50 pour cent; les repas seront préparés sur place. Les rations couvrent 84 pour cent des besoins énergétiques recommandés; dans les cas de malnutrition grave, elles incluent le mélange riz-lait pendant la seconde phase de la réadaptation.

DISPOSITIONS RÉGISSANT L'EXÉCUTION DU PROJET

52. En remplacement du Comité de réparation des dégâts causés par les inondations dissous depuis peu, le Gouvernement a créé le Comité national de coordination, qui dépend du Ministère des affaires étrangères et coordonne la mise en œuvre de l'aide du PAM. Le Ministère de l'administration des produits alimentaires continuera d'assurer la mise en œuvre, la manutention, le stockage, le transport et la distribution restant du ressort du Gouvernement. Les plans de distribution de chaque cargaison de produits alimentaires doivent être agréés par le PAM et par le Comité national de coordination.

Cadre de sélection des activités

⇒ *Santé maternelle et infantile et nutrition*

53. Les activités seront choisies en concertation avec le Ministère de la santé et l'UNICEF, dans le but d'améliorer la santé maternelle et infantile dans tous les comtés accessibles. Le PAM travaillera avec les comtés vulnérables à améliorer le taux de couverture des femmes enceintes et des mères allaitantes ainsi que des enfants de moins de cinq ans et à le porter à un niveau correspondant à celui de la vulnérabilité. Le PAM organisera des ateliers dans les provinces et au niveau central pour définir les critères présidant au choix des bénéficiaires. Le programme d'alimentation sera intégré aux programmes de santé et de soins exécutés par le Ministère de la santé et l'UNICEF.

⇒ *Alimentation scolaire*

54. Les activités seront choisies en concertation avec le Ministère de l'éducation et l'UNICEF et exécutées seulement dans les 50 comtés particulièrement vulnérables identifiés par le PAM et le Gouvernement. La production de biscuits sera disséminée à travers tout le pays pour faciliter la distribution aux écoles; trois fabriques fourniront les



biscuits, au lieu d'une seule établie à Pyongyang, bien que sa capacité lui permette de pourvoir aux besoins de l'IPSR.

⇒ *Vivres pour le développement communautaire*

55. Les activités seront choisies en concertation avec le Ministère de l'agriculture et des partenaires techniques comme le FIDA, le PNUD et la FAO ou des ONG travaillant dans des domaines apparentés en fonction des critères suivants:

- les activités bénéficient aux groupes vulnérables dans les comtés vulnérables;
- les activités équilibrent participants des deux sexes et assurent des prestations directes aux femmes;
- la concentration géographique des activités connexes accroît l'impact et la durabilité, y compris l'impact écologique à long terme;
- les coopératives vulnérables constituent un groupe cible de l'IPSR; et
- les articles non alimentaires nécessaires sont identifiés et fournis avant le début de l'activité.

⇒ *Mécanisme d'approbation des activités*

56. Le PAM et ses contreparties gouvernementales entreprendront une enquête de référence pour déterminer les besoins alimentaires dans le pays et identifier les groupes bénéficiaires dans les régions les plus démunies. Après des discussions avec les fonctionnaires locaux, un accord initial interviendra sur les comtés vulnérables. Ces consultations locales porteront essentiellement sur les comtés dans lesquels seront menés des programmes d'alimentation scolaire, les pourcentages de femmes enceintes, de mères allaitantes et d'enfants de moins de 5 ans qui bénéficieront de l'aide du PAM et les types d'activités prévues sous la rubrique Vivres pour le développement communautaire; la participation au niveau des comtés sera de plus longue durée; les allocations de produits alimentaires pour la période de planification seront ensuite déterminées par comté et par groupe bénéficiaire

SUIVI DES OPÉRATIONS

57. Le Gouvernement a indiqué que le suivi serait très réduit, notamment en ce qui concerne la fréquence des visites autorisées: celles-ci seront désormais trimestrielles. Le PAM cherchera à améliorer les conditions d'exécution de l'IPSR 10488.0 et à vérifier qu'il est fait bon usage de l'aide fournie; dans ce contexte limité, il s'emploiera à maintenir le cadre d'examen des activités établi pour l'opération d'urgence.

58. Le PAM et le Gouvernement décideront conjointement de la présence de personnel sur le terrain sur la base des besoins de la programmation et des problèmes d'accès. Pour des raisons opérationnelles, il sera souhaitable d'avoir trois bureaux auxiliaires, deux dans l'est du pays et un dans l'ouest. Le Gouvernement a indiqué que le PAM ne pouvait pas avoir de bureaux auxiliaires, mais on espère que la question sera reconsidérée.

59. En collaboration avec l'UNICEF et le Gouvernement, le PAM cherchera à conduire une enquête nutritionnelle au cours de l'exécution de l'IPSR.



60. Au cours de l'IPSR, le PAM proposera une enquête de référence détaillée et des évaluations périodiques des besoins; il cherchera à conduire une évaluation lorsque l'IPSR s'achèvera en vue de recommander les approches du développement et les activités les mieux adaptées à une aide alimentaire ultérieure à la République populaire démocratique de Corée.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANS D'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

Évaluation des risques

61. Vu les contraintes actuelles en matière de contrôle et la récente décision du Gouvernement de revoir les conditions opérationnelles, le PAM ne peut avoir l'assurance que ses plans de suivi seront acceptés par le Gouvernement. En outre, celui-ci pourrait limiter l'accès à certains comtés. Le PAM ayant érigé en règle "pas d'accès, pas de produits alimentaires", il pourrait être mis fin aux distributions alimentaires dans les comtés dont l'accès n'est pas autorisé.
62. La question de savoir si les ministères sont capables de collaborer à l'exécution des activités Vivres pour le développement communautaire et la pénurie de partenaires d'exécution multiplient les aléas. Enfin, les conditions routières et météorologiques difficiles, notamment pendant l'hiver, risquent de différer le transport des produits.

Plans d'intervention en cas d'urgence

63. Pour pallier le risque de retards liés aux difficultés de transport, des stocks seront prépositionnés avant l'hiver dans les régions reculées du pays.
64. Il est essentiel de renforcer la capacité des contreparties gouvernementales pour les mettre en mesure de suivre jusqu'à leur terme les activités Vivres pour le développement communautaire. La coordination avec d'autres organisations du pays est également indispensable si l'on veut optimiser la collaboration afin de tirer parti de toutes les compétences disponibles.

CONSIDÉRATIONS TOUCHANT À LA SÉCURITÉ

65. La sécurité du personnel du PAM dans la République populaire démocratique de Corée s'est améliorée au cours des dernières années. En 2004, le Gouvernement a autorisé le PAM à utiliser des combinés téléphoniques à très haute fréquence (VHF) et à installer des stations mobiles VHF pour ses véhicules ainsi qu'un centre de répéteurs à Pyongyang; il a également autorisé les expatriés basés dans le pays à utiliser des téléphones mobiles. Cela ne résout pas le problème des besoins en communication du point de vue sécuritaire, mais indique des progrès notables. L'utilisation de téléphones par satellite et de radios haute fréquence (HF) n'est toujours pas autorisée; les efforts diplomatiques dans ce domaine se poursuivent.
66. Il n'y a pas de mémorandum d'accord formel concernant la sécurité, mais le Gouvernement a annoncé, par le biais du Département du protocole du Ministère des affaires étrangères qu'il assumerait l'entière responsabilité de la sécurité du personnel des Nations Unies et d'autres membres du personnel international, et il a entrepris d'assurer un soutien logistique en cas d'évacuation médicale.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars E.-U.)
COÛTS			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits*			
– Maïs	58 800		8 700 000
– Blé	17 738		2 838 080
– Riz	2 500		650 000
– Graines de soja	44 300		19 492 000
– Huile végétale	3 980		3 781 000
– Sucre	8 394		2 308 350
– Lait et fromage (lait écrémé en poudre enrichi)	15 086		33 189 200
Total, produits	149 998		70 958 630
Transport extérieur			9 758 870
TIEM			2 249 970
Total, TTEM			2 249 970
Autres coûts opérationnels directs			3 972 300
Total, coûts opérationnels directs			86 939 770
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)			8 606 260
C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent du total des coûts directs)			6 688 222
COÛT TOTAL POUR LE PAM			102 234 252

* Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif à des fins budgétaires et d'approbation. Sa composition peut varier en fonction des disponibilités.



ANNEXE II

BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars E.-U.)	
Personnel	
Administrateurs recrutés sur le plan international	3 303 360
Administrateurs nationaux	0 00
Personnel national des services généraux	0 00
Aide temporaire	471 800
Heures supplémentaires	16 300
Voyages officiels du personnel	1 399 700
Formation et perfectionnement du personnel	259 100
Consultants nationaux	447 200
Consultants internationaux	128 100
Primes	321 100
Volontaires des Nations Unies	288 000
Total partiel	6 634 660
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	342 400
Services collectifs	106 400
Fournitures de bureau	72 000
Communications et services TI	201 100
Assurances	14 700
Réparation et entretien du matériel	40 000
Entretien et coûts de fonctionnement des véhicules	381 300
Autres dépenses de bureau	279 700
Services aux organisations des Nations Unies	159 800
Total partiel	1 597 400
Équipement et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	80 000
Véhicules	160 000
Matériel TC/TI	134 200
Total partiel	374 200
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	8 606 260



**ANNEXE III: MATRICE DU CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10488.0
EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE**

Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Hypothèses
<p>Objectif 1</p> <p>Appuyer les efforts du Gouvernement pour promouvoir la santé et l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables, y compris les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes.</p> <p>Promouvoir l'objectif stratégique 3.</p>	<p>Indicateurs de résultats</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans ciblés évaluée au moyen du poids, de la taille et de l'âge, ventilée par sexe. ➤ Prévalence de la malnutrition chez les femmes ciblées en âge de procréer évaluée au moyen de l'indice de masse corporelle (IMC) ou du poids à la naissance insuffisant 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ D'autres articles non alimentaires, comme l'eau, la nutrition, les soins de santé et l'éducation sont en place. ➤ Davantage d'informations qualitatives obtenues pendant le suivi.
<p>Objectif 2</p> <p>Appuyer les efforts du Gouvernement pour assurer la sécurité alimentaire à long terme par l'accès à des moyens de subsistance durables, des initiatives communautaires et la création d'avoirs.</p> <p>Promouvoir l'Objectif stratégique 2.</p>	<p>Indicateurs de résultats</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre et type d'avoirs créés au titre de Vivres pour le développement communautaire. ➤ Diversité de l'alimentation. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les ministères et les autorités locales ont les capacités d'exécuter des projets Vivres pour le développement communautaire. ➤ Des partenaires pour l'assistance technique sont disponibles dans certains comtés.
<p>Objectif 3</p> <p>Appuyer la stratégie de sécurité alimentaire durable du Gouvernement en mettant en place des moyens de production d'aliments locaux.</p> <p>Promouvoir l'objectif stratégique 5.</p>	<p>Indicateurs de résultats</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de fabriques de produits alimentaires locaux fonctionnant à pleine capacité. ➤ Nombre de projets VCT exécutés avec succès <ol style="list-style-type: none"> 1. nombre de sessions de formation tenues; 2. nombre de participantes; et 3. nombre de projets exécutés pour la protection de l'environnement et la protection des terres agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La direction de la fabrique établit des rapports exacts.
<p>Produit 1.1</p> <p>1,5 million de bénéficiaires vulnérables reçoivent quotidiennement des rations alimentaires supplémentaires.</p>	<p>Indicateurs de l'exécution du produit</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des rations alimentaires, par catégorie de projet, âge et sexe. ➤ Quantité d'aliments distribués au titre de chaque activité, par catégorie de projet et par produit. ➤ Pourcentage de femmes aux comités de gestion des aliments. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les partenaires assurent l'accès aux informations. ➤ Les partenaires suivent les instructions pour réunir les données ventilées par sexe.



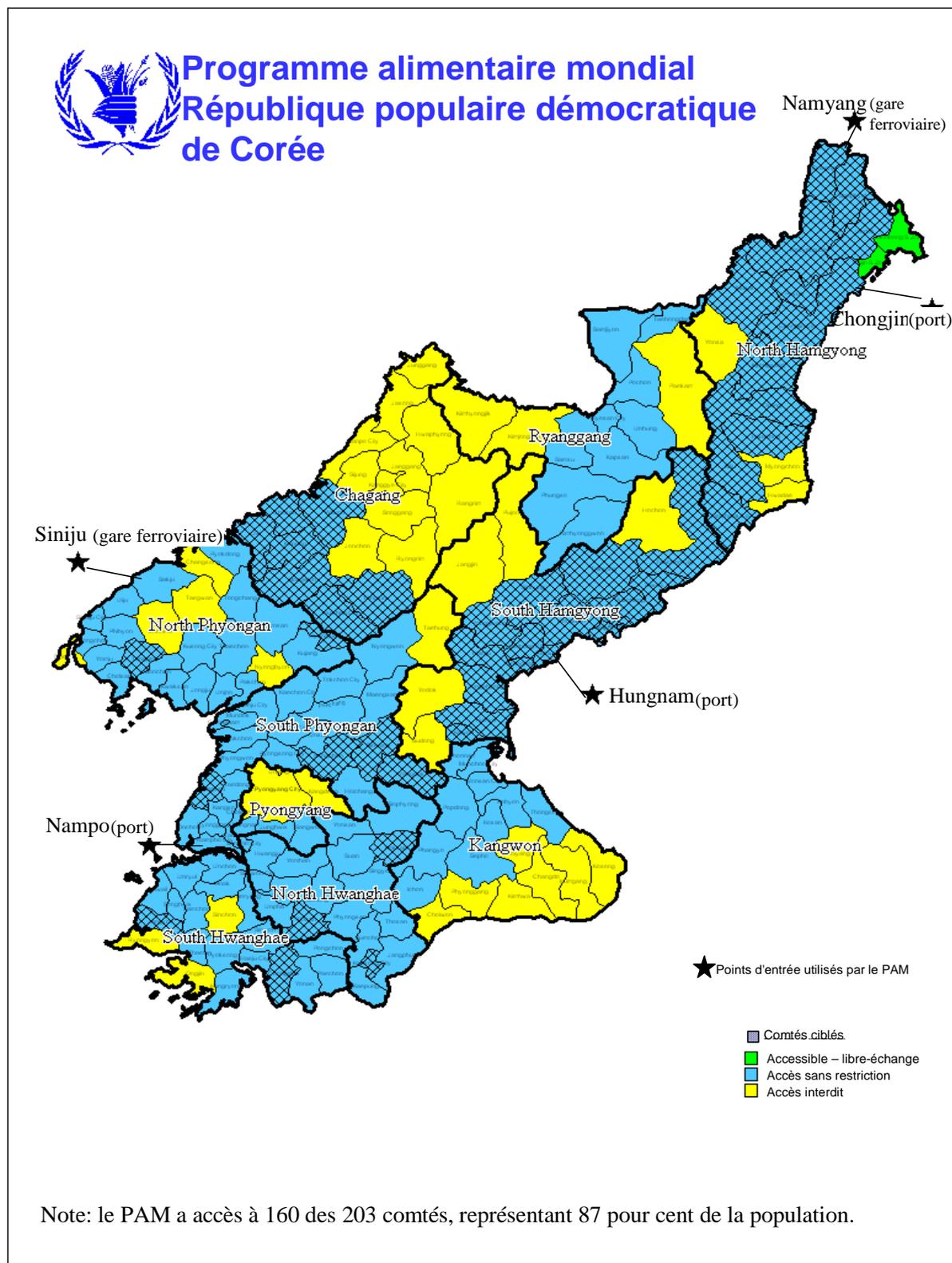
**ANNEXE III: MATRICE DU CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR 10488.0
EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE**

Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Hypothèses
<p>Produit 2.1</p> <p>300 000 participants à l'activité Vivres pour le développement communautaire et leur famille reçoivent des rations alimentaires quotidiennes pendant la période de travail, l'accent étant mis sur les femmes.</p>	<p>Indicateurs de l'exécution du produit</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des rations alimentaires au titre de l'activité, par catégorie de projet et par sexe. ➤ Quantité d'aliments distribués dans le cadre de l'activité, par catégorie de projet et par produit. ➤ Nombre de participants à l'activité, par catégorie de projet et par sexe. ➤ Pourcentage de femmes aux comités de gestion. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les partenaires assurent l'accès aux informations et aux secteurs les plus touchés. ➤ Les comités soumettent des projets et les exécutent conformément aux directives du PAM. ➤ Les partenaires suivent les instructions concernant la collecte de données ventilées par sexe.
<p>Produit 3.1</p> <p>Dix fabriques d'aliments locaux fournissent des produits alimentaires aux populations vulnérables.</p>	<p>Indicateurs de l'exécution du produit</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes formées à la bonne marche, à la gestion et à la réparation des fabriques, ventilé par sexe. ➤ Nombre de journées de fonctionnement par an de chaque fabrique d'aliments locaux bénéficiant d'une aide. ➤ Quantité d'aliments enrichis produits par les fabriques aidées par le PAM. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La direction de la fabrique établit des rapports exacts.



ANNEXE IV

Carte opérationnelle République populaire démocratique de Corée 2006



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

BCP	Bilan commun de pays
COMPAS	Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODB	Bureau régional pour l'Asie
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SMI	santé maternelle et infantile
TC/TI	télécommunications/technologies de l'information
TIEM	transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	vivres-contre-travail

